



Déclaration Liminaire au CTL 27 juin 2013

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour que vous nous présentiez votre Tableau de Bord de Veille Sociale 2011/2012, votre bilan d'activité 2012, et la situation budgétaire du département de Vaucluse au 15 juin 2013, entre autres.

Pensez-vous, Monsieur le Président, que les 2400 suppressions d'emplois prévues pour 2014 vont améliorer les conditions de vie au travail des agents ?

Pensez-vous qu'ils seront moins malades, que les Risques Psychosociaux vont baisser ?

Pensez-vous qu'ils mettront moins de jours dans le compte épargne temps car ils pourront prendre enfin tous leurs congés normalement ?

Pensez-vous qu'ils ne seront plus écrêtés car ils pourront prendre les jours de récupérations correspondants ou passer moins de temps au travail ?

Ne pensez-vous pas, au contraire, que les agents du Vaucluse souffrent déjà suffisamment, que la principale cause en est le manque de personnel, et qu'il serait grand temps de dire d'ores et déjà à qui de droit : *« Le département du Vaucluse NE PEUT PAS « participer à l'effort national », il ne supportera pas de nouvelles suppressions d'emplois, et au contraire, rendez-nous des emplois » ?*

Quant au budget de la DDFIP, il fait lui aussi pâle figure. Vous savez que les factures de dépenses de fonctionnement ne seront pas toutes honorées sur 2013, alors vous êtes à la recherche d'économies avec telle ardeur, Monsieur le Président, que vous semblez en oublier que les dépenses à charge de la DDFIP n'ont pas à être supportées par le budget du CHSCT, comme vous avez tenté de le faire lors du CHSCT du 20 dernier. Vous avez compris, Monsieur le Président, que nous sommes et resterons très vigilants sur ce sujet.

FODGFIP84 dénonce la diminution des moyens de fonctionnement, les suppressions d'emplois, les restructurations permanentes, l'organisation du travail, qui ne cessent d'aggraver les conditions de travail des agents.

Ce CTL est l'occasion pour les élus Force Ouvrière de dénoncer une fois encore tous les méfaits de la RGPP et maintenant de la MAP (Modernisation de l'Action Publique).